



CRISE AU SAHEL 2012 : ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LES MOYENS D'EXISTENCE

NOTE D'INFORMATION N°1

6 février 2012



De la prévention à une meilleure reconstruction

Objectif : Cette note d'information résume les actualités saillantes relatives à la crise alimentaire et des moyens d'existence qui pourrait sévir en 2012 dans certaines zones localisées du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad, et autres pays voisins. Elle analyse l'impact de la situation agricole et pastorale sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages, et présente la réponse d'urgence de la FAO.

1. Dans un contexte de prix élevés, la baisse localisée mais importante des productions agropastorales dans certaines zones du Sahel risque de créer des situations de crise sévère d'accessibilité alimentaire.
2. Les acteurs humanitaires ont lancé le 15 décembre 2011 à Dakar, leur Stratégie Régionale Inter agences (IASC) de préparation à la crise alimentaire, nutritionnelle et des moyens d'existence au Sahel, en complément des CAP Niger et Tchad.
3. La FAO se mobilise pour répondre à la crise à travers la préparation d'interventions de protection et de restauration des moyens d'existence des pasteurs et agro-pasteurs, dans le cadre de la Stratégie Régionale Inter agences et de son Programme Régional d'Urgence, de Réhabilitation et de Relèvement au Sahel.

I. Contexte humanitaire

Concernant la **campagne agricole**, la 27^{ème} réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, tenue à Praia (Cap-Vert) du 08 au 10 décembre 2011, a confirmé qu'en raison du déficit pluviométrique et hydrologique enregistré pendant l'hivernage, la production céréalière prévisionnelle au titre de la campagne 2011-2012 au Sahel et en Afrique de l'Ouest se chiffre à 55,4 millions de tonnes. Cette production est en hausse de 4% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et en baisse de 8% par rapport à celle de l'année dernière qui était une bonne année. La zone Sahel, avec 16,6 millions de tonnes, enregistre une baisse de 2% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 25 % par rapport à l'année dernière qui était une année record dans cette zone. Le **Tchad**¹, la **Mauritanie** et le **Sénégal** enregistrent respectivement de fortes baisses de 23% 38% et 15% par rapport à la moyenne quinquennale, de 50%, de 52% et 31% par rapport à la campagne 2010/2011. Au **Burkina Faso**, les baisses sont de 12%, 13%, 18% et 21% respectivement pour le maïs, le fonio, le sorgho et le mil par rapport à 2010-2011. Les zones de mauvaise production agropastorale et halieutique concernent toute la bande sahélienne au **Tchad**, la zone agropastorale de la Mauritanie, le nord des régions de Kayes et Koulikoro et le Delta du fleuve Niger au **Mali**, cent soixante deux (162) communes rurales localisées dans 29 provinces et 10 régions (régions du Nord, du Centre Nord, du Centre Ouest, du Centre Sud, de la Boucle du Mouhoun, du Plateau Central, du Sahel, du Centre Est, du Centre et Est) au **Burkina Faso**, les régions de Niamey, Tillabéry, le sud-est de Zinder au **Niger** et certaines zones localisées du **Sénégal** et de la **Gambie**.



Sur **les marchés vivriers**, selon la mission conjointe FAO- CILSS-FEWS NET-PAM-Gouvernements de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire organisée du 9 au 21 janvier 2012 dans les pays du Sahel, les hausses des prix des céréales sèches dans le **Bassin Ouest** se situent entre 25 et 33%, en revanche le prix du riz importé reste stable. On assiste à un renforcement des flux en produits importés, notamment en riz et blé. Compte tenu de l'accalmie sur les marchés internationaux des céréales, et de la bonne intégration des filières importées en

¹ Les données révisées en janvier 2012 pour le Tchad sont : au niveau national, -19% par rapport à la moyenne quinquennale et -39% par rapport 2010 ; en zone sahélienne, -28% par rapport à la moyenne quinquennale et - 54% par rapport à l'année dernière

Mauritanie, les produits importés pourront, dans une certaine mesure, réduire les déficits alimentaires engendrés par la baisse de production nationale. Les consommateurs s'approvisionnant en riz et blé en lieu et place de céréales sèches feront néanmoins face à une hausse des prix. Dans le **Bassin Central**, on constate des augmentations de 50 à 60% par rapport à la moyenne pour le prix des céréales sèches. On constate une prolongation des flux d'approvisionnement vers le nord de la Côte d'Ivoire. Le Ghana, sujet à de fortes hausses de prix du maïs, n'est pas en mesure d'exporter en quantité des produits céréaliers vers le Sahel. Au Mali et au Burkina, les gouvernements ont pris des mesures pour limiter l'exportation des céréales sèches, facteur qui pourra aggraver les difficultés d'approvisionnement et la hausse des prix en zones déficitaires dans les pays voisins. Dans le **Bassin Est**, les prix ont augmenté de 30 à 40% par rapport à la moyenne, soit moins que dans le Bassin Central et affichent des tendances à la baisse localement au Niger suite à l'amélioration des flux à partir du Nigeria et du Benin. Les stocks commerçants sont adéquats au Nord-Nigéria, facteur qui renforcera la capacité des marchés à atténuer les déficits si les échanges transfrontaliers se maintiennent. La situation politique et économique au Nigéria, et ses répercussions sur le commerce et les coûts du carburant pourraient cependant affecter négativement les flux transfrontaliers en direction des pays voisins et engendrer un retour des prix à la hausse. Les zones enclavées du Sahel Tchadien (Kanem, Bahr el Ghazal) pourront alors connaître des problèmes localisés de disponibilité.

Concernant *la situation pastorale*, la réunion du RPCA a indiqué que la mauvaise production de biomasse a été enregistrée dans toute la bande pastorale du Sahel à part le Gourma (**Mali**), la zone de Dakoro (Maradi, **Niger**) et les îles du Lac Tchad, ainsi qu'un faible taux de remplissage des points d'eau de surface. On observe déjà une transhumance précoce en **Mauritanie** et au **Tchad** et des changements de parcours du **Mali** vers le **Burkina Faso**. La mission conjointe de suivi des marchés de janvier 2012 a indiqué que les prix du bétail sur pied en Mauritanie, au Mali et au Tchad ont accusé des baisses dues notamment au déstockage provoqué par le manque de pâturages, à la rareté des points d'abreuvement et à l'interruption des flux de bétail vers le Nigeria. Il faut noter que la réouverture du corridor ivoirien a permis de stabiliser les prix dans les zones Sud du Mali. Dans le Bassin Ouest, le marché des petits ruminants, saturé, est peu porteur.



Concernant *la situation acridienne*, en janvier 2011, malgré la diminution des effectifs acridiens dans le nord-ouest de la **Mauritanie** en décembre 2011, quelques ailés isolés vont probablement persister dans cette zone en janvier. Au **Niger**, de bonnes pluies sont tombées dans les montagnes de l'Air où une reproduction à petite échelle était en cours et va probablement se poursuivre en janvier, mais on s'attend à ce que les effectifs acridiens restent en-deçà des seuils critiques.

2. Impacts sur les populations et besoins

Dans les zones affectées par les baisses des productions agropastorales du **Burkina Faso**, du **Mali**, de la **Mauritanie**, du **Niger**, du **Sénégal** et du **Tchad**, on s'attend à une dégradation des conditions d'accès alimentaire, du fait de la diminution des revenus des populations agricoles et pastorales d'ici la prochaine période de soudure et de la baisse de leur pouvoir d'achat. Cette baisse est couplée à une diminution des réserves alimentaires de ménages affectant par conséquent la qualité et la quantité de leur régime. Au dernier trimestre 2011, le nombre de personnes vulnérables identifiées par les Systèmes d'alerte précoce nationaux et les partenaires, s'établissait à : Burkina : 1,6 millions ; Mali : 3,0 millions ; Niger : 5,5 millions ; Sénégal : 0,8 millions² ; soit un total partiel (sans le Tchad) voisin de **11 millions de personnes vulnérables**.

En conséquence, une augmentation de la malnutrition supérieure à la moyenne ne peut être exclue. Déjà, en situation post récolte (novembre – décembre 2011) au **Sénégal**, les taux de malnutrition aiguë globale étaient compris entre 5% et 10% dans les régions de Kédougou, Kolda, Louga, Saint Louis et Thiès. Ils s'élèvent au dessus des seuils d'urgence de 10% : 10,3% à Diourbel et 14,1% à Matam. La prévalence de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 6 à 59 mois atteint le seuil d'urgence de 2,0% dans la région de Matam. La morbidité est très importante au sein de l'ensemble des régions enquêtées et contribue probablement à la dégradation de l'état nutritionnel des enfants.

La chute de production fourragère limitera les opportunités de revenu pour les franges les plus pauvres des zones affectées, dans la mesure où il y aura moins d'opportunités d'emploi agricole, de garde d'animaux ou de vente des petits ruminants. Les termes de l'échange se comportent de façon hétérogène dans la région. En **Mauritanie**, la dégradation des termes de l'échange tient essentiellement à la forte augmentation du prix du blé et à l'augmentation de l'offre en bétail.

² Chiffre en cours de validation

Les mouvements de populations causés par la crise en Libye ont provoqué le retour massif de migrants au Ghana, au **Mali**, au **Niger** et au **Tchad** (à la date du 15 décembre, 209 030 personnes retournées, dont 95 760 au Niger, 82 433 au Tchad, 11 230 au Ghana et 11 230 au Mali ; les mouvements se sont fortement réduits depuis cette date). Ce retour représente un arrêt brusque de l'envoi des transferts de fonds vers leurs communautés d'origine et exerce une pression sur les ressources alimentaires existantes auprès des familles d'accueil. La situation est plus préoccupante dans les pays potentiellement à risque alimentaire comme le Burkina Faso, Mali, le Niger et le Tchad. Les migrants et les communautés d'accueil les plus vulnérables ont besoin d'assistance pour la mise en œuvre d'activités de renforcement de leurs moyens d'existence et pour la promotion d'activités génératrices de revenus.

3. Coordination – Plans de réponse – Accès humanitaire

Le **Burkina Faso**, le **Mali**, le **Niger** et la **Mauritanie** ont élaboré des plans nationaux de réponse de sécurité alimentaire basés, entre autres, sur un soutien à l'élevage, des ventes à prix préférentiels, la reconstitution de stocks de sécurité, des distributions alimentaires gratuites, des distributions d'intrants agricoles et des activités génératrice de revenus (Burkina Faso : 6 milliards de FCFA= 12 millions USD; Mali : 77 milliards de FCFA= 159 millions USD ; Mauritanie : 44 milliards d'Ouguiyas= 157 millions USD ; Niger : 160 milliards de FCFA= 331 millions USD). La Gambie est en train d'étudier l'opportunité de lancer un appel à l'aide de partenaires.

Les partenaires humanitaires du **Niger** et du **Tchad** ont lancé leur propre CAP en décembre 2011. Le Niger est en train de procéder à la révision de son CAP. Les agences humanitaires du Burkina Faso, du Mali et de la Mauritanie sont en discussion pour étudier l'opportunité de lancer des appels spécifiques.

Dans le cadre du Comité permanent inter agences (IASC), les acteurs humanitaires régionaux ont lancé le 15 décembre 2011 à Dakar, leur Stratégie Régionale Inter Agences de préparation à la crise alimentaire, nutritionnelle et des moyens d'existence. L'objectif de cette stratégie est de réduire la mortalité et la morbidité excessive et de renforcer les moyens d'existence des ménages vulnérables des zones affectées par les situations de crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle. Une mise à jour de ce document incluant les besoins chiffrés est en cours de préparation.

4. Plan d'action et réponse de la FAO

La FAO continue de suivre la situation alimentaire, pastorale et nutritionnelle de la sous-région et a participé à toutes les missions conjointes (CILSS-FEWS NET-PAM-FAO-Gouvernements) d'évaluation des récoltes et de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, Mali, Niger, Mauritanie, Tchad et Sénégal. L'Organisation co-préside et contribue aux travaux du Groupe de Travail régional «Sécurité alimentaire et Nutrition» basé à Dakar. Dans ce cadre, la FAO a très activement soutenu le processus d'élaboration du document de la [Stratégie Régionale Inter Agences \(IASC\)](#) pour le Sahel lancée le 15 décembre 2011, en collaboration avec Action contre la Faim, le PAM et l'UNICEF et OCHA.

La FAO est en cours d'élaboration de son Programme Régional pour le Sahel qui intègre ses opérations de réponse d'urgence à des approches de réhabilitation et de relèvement à plus long terme nécessaires pour briser le cycle de la vulnérabilité et renforcer durablement la résilience des populations. La FAO soutient les gouvernements de la sous-région dans l'identification des zones et des populations à risque et dans l'élaboration des plans nationaux de réponse.

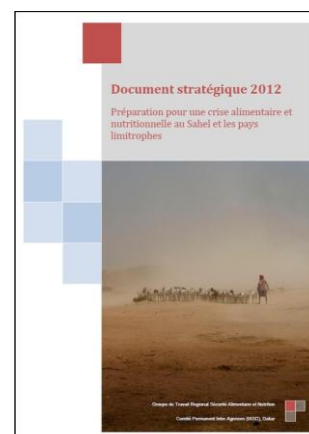
Dans la sous-région, la FAO soutient le développement du Cadre harmonisé, approche visant à réunir le consensus des parties prenantes sur la sévérité de l'insécurité alimentaire qui prévaut dans les pays de la région.

Besoins pour la réponse d'urgence de la FAO

Un total de 25,4 millions est engagé au Sahel depuis 2010 et une partie de ces fonds sera réorientée vers la réponse à la crise au Sahel en 2012. Les principaux bailleurs sont l'Union Européenne, SIDA, USAID et la Belgique. Le plan de réponse de la FAO face à la crise au Sahel s'élève à 73,8 millions USD additionnels. Un montant de 4,4 millions USD a été mobilisé à présent comme décrit dans le tableau 1 (page 6).

Coordination et analyse au niveau régional

Le Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation (REOWA) basé à Dakar a planifié des activités à hauteur de 1,1 million USD pour renforcer et appuyer l'analyse de la sécurité alimentaire, les capacités de coordination, de préparation et de réponse d'urgence à l'insécurité alimentaire au Sahel et dans les pays voisins.



Niger 2012

Le Niger a lancé un Appel consolidé comportant un volet « Sécurité alimentaire » dont une partie devrait être mise en œuvre par la FAO. Face à la crise alimentaire et des moyens d'existence qui s'annonce, la FAO présente [deux fiches de projet](#) d'un montant total de 23,3 millions USD :

1. Assistance rapide aux moyens d'existence des pasteurs vulnérables affectés par le déficit de pâturage au Niger ;
2. Assistance d'urgence aux ménages agricoles affectés/victimes de la crise alimentaire en 2011.

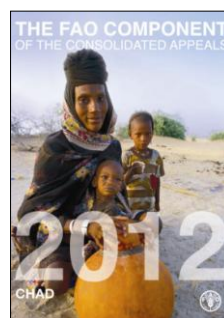


En terme de coordination, la FAO est signataire de l'accord-cadre restreint de concertation Etat-donateurs et participe aux réunions du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires. La FAO est co-lead, avec le PAM, du cluster Sécurité Alimentaire, présidé par le Ministère de l'Agriculture. En collaboration avec le CILSS, FEWS NET, le PAM et le gouvernement du Niger, la FAO a participé aux missions d'évaluation des récoltes en septembre et octobre 2011 et aux missions de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire en janvier 2012.

Tchad 2012

Le Tchad a lancé un Appel consolidé comportant un volet « Agriculture et moyens d'existence » dont une partie devrait être mise en œuvre par la FAO. Face à la crise alimentaire et des moyens d'existence qui s'annonce suite aux aléas climatiques, la FAO présente [trois fiches de projet](#) pour un total de 149 100 bénéficiaires et un montant total de 10,4 millions USD :

1. Soutien à la réduction de la malnutrition dans la zone Ouest du Sahel tchadien ;
2. Soutien au Système d'information et à l'Unité de coordination pour les activités d'urgence agricoles et les évaluations ;
3. Assistance d'urgence aux populations affectées par la sécheresse au Tchad.



En terme de coordination, la FAO participe activement aux réunions du cluster Sécurité alimentaire à Abéché et à N'Djamena.

En collaboration avec le CILSS, FEWS NET, le PAM et le gouvernement du Tchad, la FAO a participé aux missions d'évaluation des récoltes en septembre et octobre 2011 et aux missions de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire en janvier 2012. Au Tchad, la FAO soutient financièrement et participe à l'enquête sur la sécurité alimentaire organisée par le PAM et les partenaires et participe à la mission conjointe FAO – FEWS NET – PAM – Gouvernement d'évaluation de la vulnérabilité et de ciblage.

Burkina Faso

Dans le cadre de la mise à jour de la [Stratégie Sahel 2012](#), la FAO au Burkina Faso a prévu, pour un total de 118 000 bénéficiaires et un montant de 14,9 millions USD, de :

1. Fournir des intrants zootechniques et vétérinaires aux élevages des ménages vulnérables en réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle de 2012 au Burkina Faso ;
2. Reconstituer le cheptel bétail des ménages vulnérables après la crise alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso ;
3. Soutenir la pratique des cultures fourragères et la constitution de stocks fourragers de qualité par les ménages vulnérables au Burkina Faso ;
4. Soutenir le relèvement des ménages vulnérables après la crise alimentaire et nutritionnelle grâce au soutien des cultures maraîchères ;
5. Soutien à la reconstitution de la capacité de production céréalière des ménages vulnérables pour la campagne agricole 2012 au Burkina Faso.

En terme de coordination, la FAO participe activement aux réunions organisées par le Coordinateur résident du Système des Nations Unies qui réunit les agences des Nations Unies, les Partenaires techniques et financiers et les ONG. L'Organisation participe également au groupe restreint qui a appuyé la préparation du plan de réponse à la crise du gouvernement (FAO, PAM, UE, ECHO, représentants des ministères de l'Agriculture et de l'Elevage), et aux réunions de coordination humanitaire mensuelles.

En collaboration avec le CILSS, FEWS NET, le PAM et le gouvernement du Burkina Faso, la FAO a participé aux missions d'évaluation des récoltes en septembre et octobre 2011 et aux missions de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire en janvier 2012.

Mauritanie

Face à la crise qui touche environ 700 000 personnes, les activités planifiées par la FAO en Mauritanie, pour un montant total de 9 millions USD, sont les suivantes:

1. Procurer des revenus aux éleveurs durement touchés et réduire la pression sur l'écosystème à travers le déstockage des animaux ;
2. Améliorer la nutrition des personnes vulnérables à travers des activités de maraichages, le surcreusement des puits et des mares, la réhabilitation des micro-barrages (en collaboration avec le PAM, dans le cadre du *Food For Work*) et la distribution de la viande issue du déstockage ;
3. Promouvoir les cultures fourragères à travers l'introduction des espèces adaptées à l'écosystème ;
4. Fournir des aliments de bétail et des produits vétérinaires ;
5. Renforcer les capacités des femmes pour faire face à la malnutrition des enfants, à travers l'éducation nutritionnelle.

En terme de coordination, la FAO participe activement aux réunions des groupes sectoriels Sécurité alimentaire et Elevage, et du forum de coordination des urgences qui réunit les agences des Nations Unies, les ONG et les donateurs.

En collaboration avec le CILSS, FEWS NET, le PAM et le gouvernement de Mauritanie, la FAO a participé aux missions d'évaluation des récoltes en septembre et octobre 2011 et aux missions de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire en janvier 2012.

Mali

Face à la crise, la FAO Mali a prévu, pour un montant total de 10 millions USD de :

1. Renforcer les moyens d'existence durables des populations vulnérables, en soutenant la production pastorale et les capacités de production alimentaire des ménages affectés ;
2. Renforcer les capacités des producteurs maraichers et éleveurs de petits ruminants pour accroître leur résilience aux aléas climatiques ;
3. Améliorer l'accès des ménages à une alimentation diversifiée et de haute qualité nutritionnelle et à de bonnes pratiques nutritionnelles ;
4. Assurer une croissance du revenu des bénéficiaires tout en développant le secteur de l'élevage et de la sylviculture, par un maintien de l'équilibre de l'écosystème, et une réduction de l'émission de gaz à effet de serre.

En terme de coordination, la FAO participe aux réunions des partenaires techniques et financiers sur la sécurité alimentaire, aux réunions des chefs d'agences (UNCT) et aux réunions organisées par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

En collaboration avec le CILSS, FEWS NET, le PAM et le gouvernement du Mali, la FAO a participé aux missions d'évaluation des récoltes en septembre et octobre 2011 et aux missions de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire en janvier 2012.

Sénégal

Face à la crise, la FAO Sénégal a prévu, pour un montant total de 5,1 millions USD, de :

1. Renforcer les capacités de production agricole des ménages vulnérables, à travers la distribution de semences vivrières et maraichères ;
2. Renforcer leurs capacités de résilience par des formations en techniques de production, la sensibilisation en gestion des risques de catastrophes (GRC), et la diffusion de conseils agro météorologiques.

La FAO coordonne ses activités de réponse à la crise avec les partenaires engagés en participant aux réunions de coordination de sécurité alimentaire.

Au Sénégal, la FAO a participé à l'enquête de suivi des zones à risque en collaboration avec le PAM et le Secrétariat exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire et continue d'y soutenir le Système d'Alerte Précoce.

Gambie

La FAO Gambie est en train de préparer un plan d'action d'urgence pour les régions affectées.

Tableau I : Besoins pour la réponse d'urgence de la FAO au Sahel non couverts

PAYS	Activités	nombre de ménages bénéficiaires	Besoins couverts (USD)	Besoins non couverts (USD)
BURKINA FASO	Intrants vétérinaires et zootechniques, cultures fourragères, reconstitution du cheptel, cultures maraichères, production céréalière	118 000	300 000	14 573 000
GAMBIE	En cours de détermination	En cours de détermination	En cours de détermination	En cours de détermination
MALI	Agriculture et Nutrition, Elevage, Foresterie	68 660	706 600	9 343 400
MAURITANIE	Assistance aux éleveurs vulnérables, nutrition, cultures fourragères, aliments du bétail	En cours de détermination	900 000	8 100 000
NIGER	Assistance aux pasteurs vulnérables et aux ménages agricoles vulnérables	318 170	1 370 000	21 980 000
TCHAD	Réduction de la malnutrition, assistance d'urgence (sécheresse), système d'information et coordination	150 000	817 000	9 540 000
SENEGAL	Programme agricole d'urgence	50 000	228 000	4 872 000
PROGRAMMES REGIONAUX	Support aux pays Coordination et Analyse de la sécurité alimentaire	Organisations partenaires, Gouvernements, ménages vulnérables	154 000	973 500

6. Contact

Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation de la FAO - Afrique de l'Ouest/Sahel

M. José Luis FERNANDEZ

Coordinateur, Dakar

Email: joseluis.fernandez@fao.org

Tel: +221 33 889 16 22